

Art. 36. De algemene vergadering van heden heeft volgende bestuurders verkozen :

De heer (heren) .....  
 Mevr. ....  
 die aanvaarden en onder mekaar hebben aangewezen als :  
 Voorzitter : de heer of Mevr .....  
 Ondervoorzitter(s) : de heer (heren) of Mevr. ....  
 Opgemaakt te ....., op .....

Mij bekend om te worden gevoegd bij het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 3 juli 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,  
 J.-P. GRAFE

F. 92 — 1120

[S-C — 29194]

**28 OCTOBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif**  
**fixant les conditions d'agrément et les modalités de fonctionnement des commissions professionnelles**  
**dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises**

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 3 juillet 1991 relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, notamment l'article 17;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 septembre 1991;

Vu les lois sur le conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973 et notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que l'entrée en vigueur du décret du 3 juillet 1991 fixée le 1er janvier 1992 rend obligatoire la prise de l'arrêté dont objet également le 1er janvier 1992;

Sur proposition du Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales;

Vu la délibération de l'Exécutif du 14 octobre 1991,

Arrête :

**Article 1er.** L'Exécutif agréé, auprès de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et sur proposition de celui-ci, des Commissions professionnelles qui ont pour mission de formuler des avis ou de faire des propositions à l'Institut sur les problèmes liés à une profession ou à un groupe de professions ou sur les problèmes spécifiques à la formation permanente.

**Art. 2.** Dans les limites de leur compétence, ces commissions professionnelles formulent des avis ou font des propositions en rapport avec tous les problèmes relatifs à la formation permanente tels que :

- a) les programmes de formation permanente et de reconversion;
- b) la mise en œuvre des moyens susceptibles de promouvoir la formation permanente et la reconversion professionnelle;
- c) l'organisation de la formation pratique en apprentissage et en formation de chef d'entreprise;
- d) le contrôle du bon déroulement de la formation dans l'entreprise dans le cadre du contrat d'apprentissage et de la convention de stage;
- e) l'organisation de l'évaluation des connaissances professionnelles et des aptitudes professionnelles requises.

**Art. 3.** Chaque commission professionnelle qui a pour mission de formuler des avis ou de faire des propositions à l'Institut sur les problèmes liés à une profession ou à un groupe de professions, dénommée « commission technique » est composée :

- de cinq membres effectifs pour lesquels sont désignés cinq membres suppléants, tous d'expression française et proposés par les fédérations qui remplissent des conditions identiques à celles visées à l'article 6, alinéas 1, 3, 4 et 5 des lois relatives à l'organisation des Classes moyennes, coordonnées le 28 mai 1979;
- de un ou deux experts désignés par la Commission, si cette dernière ou l'Institut le juge utile, pour leur compétence pédagogique ou technique.

Chaque commission professionnelle qui a pour mission de formuler des avis ou de faire des propositions à l'Institut sur les problèmes spécifiques à la formation permanente, dénommée « commission de formation » est composée au maximum de sept membres, d'expression française, tous effectifs, désignés par l'Institut en fonction de leurs compétences particulières.

**Art. 4. § 1er. a)** La liste des membres effectifs et des membres suppléants d'une commission technique est proposée à l'Institut, sur demande de ce dernier, par chacune des fédérations professionnelles dans un délai de soixante jours calendrier.

L'Institut arrête la composition de la commission, pour les cinq membres effectifs et les cinq membres suppléants, sur base des listes recueillies à l'expiration du délai de soixante jours calendrier précité, en assurant dans la mesure du possible une répartition équitable des membres entre les différentes provinces, et soumet la liste des membres pour agrément à l'Exécutif.

Les membres effectifs et les membres suppléants sont agréés par l'Exécutif pour une période de quatre ans, renouvelable, prenant cours le 1er janvier de l'année qui suit celle de l'agrément.

Une même personne peut faire partie de plusieurs Commissions.

b) Sur proposition d'une commission, l'Institut peut désigner des experts différents tout au long des travaux de cette commission sans qu'il y ait plus de deux experts désignés simultanément.

Les experts sont agréés par l'Exécutif pour le temps nécessaire à l'accomplissement de la tâche qui leur est attribuée. En aucun cas, l'agrément des experts qui doit intervenir dans les deux mois de leur désignation, ne peut être faite pour une période supérieure à quatre ans.

c) L'Institut peut trouver toute solution adéquate pour permettre la création d'une commission technique :

— s'il n'existe pas, au moment voulu, de fédération pour une profession ou un groupe de professions, ou si le nombre de candidats proposé par la fédération est inférieur à cinq;

— si certaines fédérations qui proposent une liste de candidats ont sensiblement plus de membres que d'autres ou si plus de cinq fédérations proposent une liste.

Si des fédérations regroupent plusieurs activités professionnelles connexes, l'Institut apprécie s'il convient de créer une ou plusieurs commissions.

§ 2. L'Institut établit la liste des membres d'une commission de formation et la soumet pour agrément à l'Exécutif. Les membres sont agréés par l'Exécutif pour une période de quatre ans, renouvelable, prenant cours le 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit celle de l'agrément.

Une même personne peut faire partie de plusieurs commissions.

Art. 5. La désignation des membres prend fin :

— par l'échéance du terme;

— par le décès ;

— par la démission volontaire;

— par la révocation;

— par la perte de la qualité de membre de la fédération.

Les lettres de désignation sont adressées, sous pli recommandé à l'Institut.

Toute proposition de révocation sur proposition de la fédération compétente, pour motif sérieux, ou sur proposition de l'Institut, pour absences répétées aux séances, est soumise à l'Exécutif par l'Institut.

L'accord de l'Exécutif entraîne, d'office, le retrait de l'agrément.

Il est pourvu au remplacement d'un membre dont les fonctions ont cessé avant l'échéance du terme selon les mêmes règles que celles applicables aux désignations et ce, pour la durée du terme restant à courir.

Art. 6. Lors de sa réunion de constitution, chaque commission procède l'élection d'un président et d'un vice-président.

Art. 7. Les commissions professionnelles, tant techniques que de formation, peuvent faire préparer ou suivre leurs travaux par des groupes de travail réunissant au maximum cinq membres, dont éventuellement des participants extérieurs à la commission.

Art. 8. Un conseiller pédagogique, délégué par l'Institut, assiste de plein droit aux réunions des commissions et dirige les groupes de travail des commissions.

Le secrétariat des commissions et des groupes de travail est assuré par un membre du personnel de l'Institut, autre que le conseiller pédagogique.

Art. 9. Il est alloué aux membres effectifs et aux experts participant aux commissions, des jetons de présence et des indemnités pour frais de voyage.

Un membre suppléant n'a droit à ces jetons et indemnités que pour la séance de constitution et, lors des séances ultérieures, lorsqu'il remplace le membre effectif dont il est le suppléant.

Les dispositions du présent article s'appliquent aussi aux membres des groupes de travail, sauf aux participants extérieurs.

Art. 10. Les autres modalités de fonctionnement des commissions techniques ou de formation et plus spécialement tout ce qui concerne les réunions, l'ordre des travaux, les procès-verbaux et autres dispositions générales font l'objet d'un règlement des commissions professionnelles élaboré par l'Institut.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1992.

Art. 12. Le Ministre qui a la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 28 octobre 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales,  
J.-P. GRAFE

VERTALING

[S-C — 20194]

N. 92 — 1120

28 OKTOBER 1991. — Besluit van de Executieve  
tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de werkwijze voor de beroepscommissies  
in de Permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 3 juli 1991 betreffende de voortgezette opleiding voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, inz. op artikel 17;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, d.d. 11 september 1991;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inz. op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid :

Overwegende dat de inwerkingtreding van het decreet van 3 juli 1991, vastgesteld op 1 januari 1992, het nemen van een besluit ter zake op 1 januari 1992 verplicht maakt;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

Gelet op de beraadslaging van de Executieve d.d. 14 oktober 1991.

Besluit :

**Artikel 1.** De Executieve erkent bij het « Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises », op voordracht van dat Instituut, beroepscommissies die adviezen of voorstellen moeten voorleggen aan het Instituut over de problemen van een beroep of beroepengroep en over de specifieke problemen van de permanente vorming.

**Art. 2.** Binnen de grenzen van hun bevoegdheid brengen die beroepscommissies adviezen uit of doen ze voorstellen inzake alle problemen van de permanente vorming inz. :

- a) programma's permanente vorming en omscholing;
- b) de aanwending van middelen die de permanente vorming en de beroepsomscholing bevorderen;
- c) de organisatie van de praktische opleiding in de leertijd en in de opleiding tot ondernemingshoofd;
- d) de controle over het goed verloop van de opleiding in het kader van het leercontract en van de stage-overeenkomst;
- e) de organisatie van de evaluatie van de vereiste beroepskennis en beroepsbekwaamheid.

**Art. 3.** Elke commissie die adviezen moet uitbrengen of het Instituut voorstellen moet doen over de problemen van een beroep of beroepengroep, technische commissie genoemd, omvat :

— vijf werkende leden, met vijf plaatsvervangers, allen Franstalig en voorgedragen door de federaties die voldoen aan de vereisten bedoeld in artikel 6, 1e, 3e, 4e en 5e lid, van de op 28 mei 1979 gecoördineerde wetten op de organisatie van de middenstand;

— een of twee deskundigen door de commissie aangewezen, zo de commissie of het Instituut zulks nodig acht, wegens hun pedagogische of technische bevoegdheid.

Elke beroepscommissie die bij het Instituut adviezen moet uitbrengen of voorstellen moet voorleggen over de specifieke problemen van de permanente vorming, « opleidingscommissie » genoemd, omvat ten hoogste zeven Franstalige werkende leden, wegens hun bijzondere bevoegdheid door het Instituut aangewezen.

**Art. 4. § 1. a)** De lijst van de leden en plaatsvervangers van een technische commissie wordt aan het Instituut op diens verzoek voorgelegd door elk van de bedrijfsfederaties, binnen zestig kalenderdagen

Het Instituut bepaalt de samenstelling van de Commissie voor de vijf leden en de vijf plaatsvervangers, op grond van de na de voormelde zestig kalenderdagen ontvangen lijst, zo mogelijk met inachtneming van een billijke verdeling tussen de verschillende provincies, en legt de ledenlijst aan de Executieve ter goedkeuring voor.

De Executieve erkent de leden en plaatsvervangers voor een vernieuwbare periode van vier jaar, ingaande op 1 januari na het jaar van de erkenning. Eén persoon kan lid van verschillende commissies zijn.

b) Op voorstel van een Commissie kan het Instituut verschillende deskundigen aanwijzen in de loop van de werkzaamheden van die Commissie, maar niet meer dan twee deskundigen mogen gelijktijdig aangewezen worden.

De Executieve erkent de deskundigen voor de tijd, vereist voor het volbrengen van hun opdracht. De erkenning moet binnen de twee maanden na hun aanstelling gebeuren en geldt voor ten hoogste vier jaar.

c) Het Instituut kan elke passende oplossing vinden voor de oprichting van een technische commissie :  
— als er te gepasten tijde geen federatie bestaat voor een beroep of beroepengroep of als de federatie minder dan vijf kandidaten voordraagt;  
— als sommige voordragende federaties veel meer leden hebben dan andere of als meer dan vijf federaties een lijst voordragen.

Als een federatie verschillende verwante beroepen behelst, oordeelt het Instituut of er één of meer commissies moeten opgericht worden.

§ 2. Het Instituut stelt de lijst van de leden van een opleidingscommissie vast en legt ze de Executieve ter goedkeuring voor.

De Executieve erkent de leden voor een vernieuwbare periode van vier jaar ingaande op 1 januari na het jaar van de erkenning.

Eén persoon kan lid van verschillende commissies zijn.

**Art. 5.** De aanstelling van de leden neemt een einde :

- bij het verstrijken van de termijn;
- bij hun overlijden;
- bij vrijwillig ontslag;
- bij afzetting;
- als zij de hoedanigheid van lid van de federatie verliezen.

Ontslagbrieven worden aangetekend aan het Instituut gezonden.

Elk voorstel tot afzetting uitgaande van de bevoegde federatie wegens een ernstige reden, of van het Instituut wegens herhaalde afwezigheid op de vergaderingen wordt door het Instituut aan de Executieve voorgelegd. De instemming van de Executieve brengt van ambtswege de intrekking van de erkenning met zich mee.

Een lid waarvan de functie voortijdig een einde neemt, wordt vervangen volgens de regels die voor de aanstelling gelden, voor het overblijvende gedeelte van de termijn.

**Art. 6.** Op haar oprichtingsvergadering verkiest elke commissie een voorzitter en een ondervoorzitter.

**Art. 7.** De beroepscommissies, zowel de technische als de opleidingscommissies kunnen hun werkzaamheden laten voorbereiden of volgen door werkgroepen van ten hoogste vijf leden, waarvan sommige eventueel buiten de commissie gekozen worden.

**Art. 8.** Een pedagogisch adviseur, afgevaardigd door het Instituut, woont de commissievergaderingen van rechtswege bij en leidt hun werkgroepen

Een ander personeelslid van het Instituut staat voor het secretariaat van commissies en werkgroepen in

**Art. 9.** De werkende leden en de deskundigen bij de commissies genieten presentiegeld en de vergoeding van hun reiskosten.

Daarop heeft een plaatsvervanger alleen recht voor de oprichtingsvergadering en wanneer hij op een latere vergadering een werkend lid vervangt.

Dit artikel geldt ook voor de leden van de werkgroepen, behalve voor de deelnemers die niet tot de commissie behoren.

**Art. 10.** De andere regels voor de werking van de technische en opleidingscommissies, o.m. inzake vergaderingen, regeling van de werkzaamheden, notulen e.a. algemene bepalingen worden opgenomen in een door het Instituut uitgewerkt reglement voor de beroepscommissies.

**Art. 11.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1992.

**Art. 12.** De Minister tot wiens bevoegdheid de Permanente Vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 28 oktober 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :  
De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,  
J.-P. GRAFE

F. 92 — 1121

**30 OCTOBRE 1991.** — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française déterminant certaines modalités financières dans le cadre de la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 3 juillet 1991 relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, notamment les articles 18, 36 et 42 à 47;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 octobre 1991.

Vu l'accord du Ministre qui a le Budget dans ses attributions, donné le 21 octobre 1991;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973 et notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que l'entrée en vigueur du décret du 3 juillet 1991 fixée le 1er janvier 1992 rend obligatoire la prise de l'arrêté dont objet également le 1er janvier 1992;

Sur proposition du Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales;

Vu la délibération de l'Exécutif du 21 octobre 1991,

Arrête :

*Section Ire.* — De l'allocation octroyée aux Secrétaires d'apprentissage

**Article 1er.** Moyennant la production des pièces justificatives, il est octroyé aux Secrétaires d'apprentissage qui n'appartiennent pas au personnel de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises une subvention de 3 300 francs par contrat d'apprentissage agréé et contrôlé au cours de l'année scolaire.

Cette subvention doit être liquidée par trimestre.

*Section II.* — Des indemnités et jetons de présence alloués au Président, au Vice-Président et membres du Conseil d'administration de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises

**Art. 2.** Le Président du Conseil d'administration de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises bénéficie d'une indemnité forfaitaire annuelle de 200 000 francs.

Cette indemnité couvre les frais de séjour et de représentation et ce, à concurrence de 40 % du montant total de l'indemnité.

**Art. 3.** Le Vice-Président du Conseil d'administration bénéficie d'une indemnité forfaitaire annuelle de 100 000 francs.

Cette indemnité couvre les frais de séjour et de représentation et ce, à concurrence de 40 % du montant total de l'indemnité.

**Art. 4.** Les membres du Conseil d'administration bénéficient d'un jeton de présence de 1 250 francs.

Le jeton de présence couvre également les frais de séjour qui représentent 40 % du montant alloué.

**Art. 5.** Le Président, le Vice-Président et les membres du Conseil d'administration ont droit au remboursement des frais de parcours dans les conditions suivant les taux établis pour le personnel des Ministères. Dans ce cas, il sont assimilés aux fonctionnaires de rang 13.

**Art. 6.** Les indemnités et jetons de présence sont à charge du budget de l'Institut.

*Section III.* — Dispositions finales et abrogatoires

**Art. 7.** Les montants mentionnés aux articles 1er, 2, 3 et 4 sont adaptés aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation. Ces montants correspondent à l'indice pivot 110,60.

**Art. 8.** L'arrêté ministériel du 27 mars 1979 fixant l'intervention financière de l'Etat dans la Formation permanente réglée par l'arrêté royal du 4 octobre 1976 relatif à la Formation permanente dans les Classes moyennes ainsi que l'arrêté ministériel du 27 mars 1979 fixant les modalités de contrôle complémentaires relatives aux subventions octroyées en vertu de l'article 49 de l'arrêté royal du 4 octobre 1976 relatif à la Formation permanente dans les Classes moyennes sont abrogés.

**Art. 9.** Le Ministre qui a la Formation permanente pour les Classes moyennes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.